



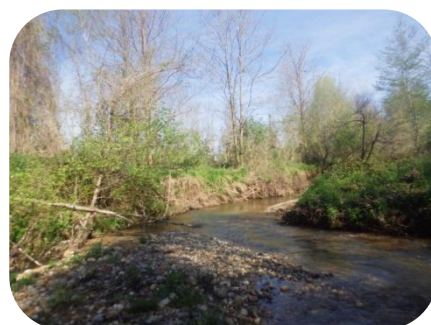
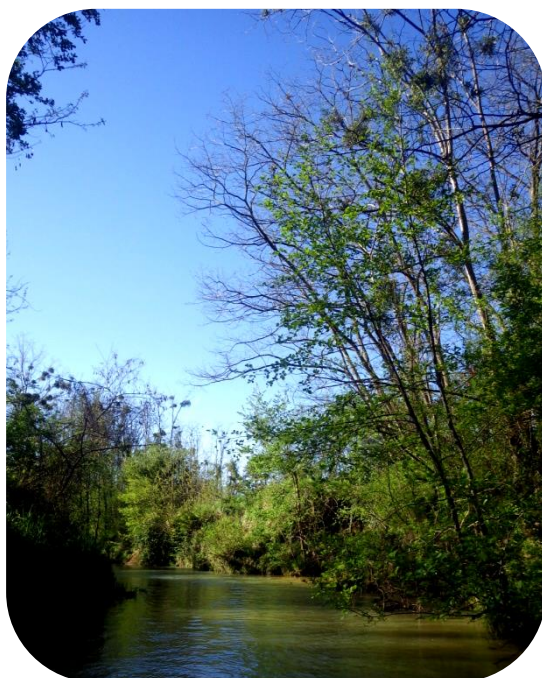
Syndicat Mixte Interdépartemental de la Vallée de la Lèze

CCTP

**Travaux d'entretien des cours d'eau du bassin versant
de la Lèze et de ses affluents**

Tranche 6 du PPG – Année 2018

Date limite de remise des offres : mardi 24 juillet 2018 à 12h00



SMIVAL

Place de l'Hôtel de Ville

31410 SAINT SULPICE SUR LEZE

tél : 05 61 87 38 49 ou 05 61 87 24 11

fax : 05 61 87 24 11

smival@wanadoo.fr – www.smival.fr

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
1 ARTICLE 1 - GENERALITES.....	4
1.1 Objet.....	4
1.2 Consistance des travaux.....	5
1.3 Documents remis à l'entrepreneur	6
1.4 Documents remis par l'entrepreneur.....	6
1.5 Relations avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage	7
1.6 Connaissance des lieux.....	7
2 ARTICLE 2 : PREPARATION DU CHANTIER - PRESCRIPTIONS GENERALES	8
2.1 Déclaration d'intention de commencement des travaux	8
2.2 Réunion préalable à l'ouverture du chantier	8
2.3 Exécution des travaux	8
2.4 Autorisations et obligations réglementaires	9
2.5 Prescriptions techniques générales	9
3 ARTICLE 3 - EXECUTION DES TRAVAUX	10
3.1 Responsabilités de l'entrepreneur et précaution à prendre	10
3.1.1 Accès au chantier, remise en état des lieux	10
3.1.2 Respect de l'environnement et prévention de la pollution	10
3.1.3 Conservation des ouvrages existants	11
3.2 Recommandations générales	11
3.2.1 Engins de chantier	11
3.2.2 Lieux de dépôts	11
3.2.3 Régime des cours d'eau et crues	12
3.2.4 Conduite des travaux.....	12
3.2.5 Réunions de chantier.....	12
3.2.6 Sens d'exécution des travaux et rétention des déchets.....	12
3.2.7 Contraintes particulières d'exécution des travaux.....	13
3.2.8 Hygiène et sécurité sur le chantier.....	13
3.2.9 Relations avec les propriétaires et exploitants riverains	14
3.3 Modalités d'exécution des travaux	14
3.3.1 Traitement de la végétation des berges.....	14
3.3.2 Gestion des embâcles et des déchets	18
3.3.1 Evacuation et valorisation du bois	18
4 ARTICLE 4 - CLOTURE DES TRAVAUX.....	18
4.1 Responsabilités de l'entrepreneur	18
4.2 Nettoyage du chantier.....	19
4.3 Réception du chantier	19

1 ARTICLE 1 - GENERALITÉS

1.1 Objet

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP en abrégé) fixe ci-après les conditions particulières d'exécution des travaux d'entretien régulier de la Lèze et ses affluents sur environ 10 km sur les portions suivantes :

1.1.1 Lot 1 : Entretien des affluents

Il s'agit de travaux d'entretien de deux affluents de la Lèze, le Bélinguié et le Canalès, qui sont renouvelés tous les 4 ans sur chaque linéaire d'intervention. Les précédents travaux d'entretien sur ce linéaire ont été réalisés en 2014.

Cours d'eau Commune(s) concernée(s)	Entretien systématique (ml de rivière)
Le Bélinguié	545
Sainte-Suzanne	545
Le Canalès	1 037
Carla-Bayle	835
Sainte-Suzanne	202
Total général	1 582

1.1.2 Lot 2 : Entretien de la Lèze

Il s'agit de travaux d'entretien de la Lèze, qui sont renouvelés tous les 4 ans sur chaque linéaire d'intervention. Les précédents travaux d'entretien sur ce linéaire ont été réalisés en 2014.

Une intervention ponctuelle d'abattage sera également prévue à Saint Ybars pour le retrait d'arbres se développant dans le lit de la rivière.

Cours d'eau Commune(s) concernée(s)	Entretien systématique (ml de rivière)
La Lèze	8 439
Clermont-le-Fort	290
Labarthe-sur-Lèze	3 747
Lézat-sur-Lèze	3 610
Saint-Ybars	10
Vernet	782
Total général	8 439

Les enjeux de l'entretien de la ripisylve sont de contribuer à :

- La réduction du risque d'inondation,
- La stabilisation des berges,
- La qualité du patrimoine naturel.

Pour ce faire, les travaux doivent répondre aux objectifs suivants :

- Favoriser l'écoulement dans les zones d'habitat dense ou à proximité d'enjeux
- Favoriser le ralentissement dynamique et la diversité des milieux en secteur naturel et agricole
- Limiter les apports de bois
- Favoriser le ralentissement dynamique des crues
- Favoriser la mise en place d'une ripisylve diversifiée et adaptée
- Limiter l'érosion en zone d'enjeux
- Favoriser la vie piscicole
- Gérer et réguler les espèces envahissantes

Un descriptif indicatif des travaux est joint en annexe.

1.2 Consistance des travaux

Les travaux comprennent les installations de chantier, la fourniture et le transport de tous les matériels et équipements nécessaires ainsi que leur mise en œuvre, pour la réalisation complète des travaux de nettoyage, d'aménagement et d'entretien de la végétation, des berges et du lit de la rivière.

1.2.1 Lot 1 : entretien des affluents

Les travaux porteront sur l'entretien des cours d'eau du Canalès et du Bélinguié en zones urbanisées et ouvrages publics, représentant **1 405 ml de rivière**, où l'entretien est **systematique** sur la totalité du linéaire.

L'enlèvement des déchets doit être réalisé sur la totalité du linéaire.

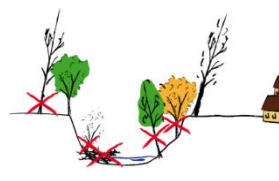
Une intervention manuelle est demandée pour procéder aux travaux d'entretien de ces affluents afin de limiter l'impact du chantier sur les milieux aquatiques (sauf travaux nécessitant l'emploi d'engins mécaniques et préalablement validés avec le maître d'œuvre).

1.2.2 Lot 2 : entretien de la Lèze

Les travaux porteront sur l'entretien des cours d'eau de la Lèze en zones urbanisées et ouvrages publics, représentant **8 439 ml de rivière**, où l'entretien est **systematique** sur la totalité du linéaire.

L'enlèvement des déchets doit être réalisé sur la totalité du linéaire.

Les règles d'intervention adaptées à chaque secteur sont présentées ci après.

	Zones urbanisées ou en présence d'ouvrages publics
ARBRE SUR PIED⁽¹⁾ Bas de berge (1/3 inférieur) Abattage/recepage des arbres (objectif : conservation à l'état buissonnant) risquant de tomber dans la Lèze en cas de crue, sauf conservation de certains sujets pour la stabilité des berges Autre partie de la berge Abattage/recepage des arbres dans un état sanitaire mauvais risquant de tomber dans la Lèze en cas de crue, Abattage/recepage des arbres dans un état sanitaire moyen risquant de tomber dans la Lèze en cas de crue, Abattages progressifs des arbres inadaptés dans un bon état sur l'ensemble de la berge	systématique systématique systématique sélectifs
BOIS MORT⁽²⁾ Enlèvement des embâcles à impact hydraulique fort Enlèvement des embâcles à impact hydraulique moyen Enlèvement des embâcles à impact hydraulique faible Enlèvement des embâcles induisant une érosion de berge Illustration	systématique systématique systématique systématique 
ENLEVEMENT DES DECHETS	systématique

1.3 Documents remis à l'entrepreneur

L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur le fait que le présent cahier des clauses techniques particulières constitue la pièce essentielle de référence pour la bonne réalisation des travaux.

Le descriptif des travaux présentés doit être considéré comme un guide qui ne saurait être appliqué sans discernement, du fait notamment de l'importance des zones et des linéaires concernés par les travaux.

Les prescriptions techniques visées à l'article 3 doivent être appliquées avec rigueur par l'ensemble du personnel de l'entreprise et des éventuels sous-traitants dans la conduite du chantier. L'entrepreneur est responsable et aura à répondre des vices de la qualité du travail réalisé par des éventuels sous-traitants.

1.4 Documents remis par l'entrepreneur

L'entrepreneur est tenu de fournir au maître d'ouvrage, avant le début du chantier, un document précisant le matériel qu'il compte utiliser pour l'exécution du dit chantier. **L'entrepreneur devra remettre un mémoire détaillé concernant son intervention et un planning prévisionnel d'exécution des travaux.**

1.5 Relations avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage

L'entrepreneur devra se tenir à la disposition du maître d'ouvrage pour recueillir sur place tous les renseignements dont il pourrait avoir besoin pour le bon déroulement des travaux.

Toute demande de modification de la nature des travaux prévus, sera présentée par l'entrepreneur par écrit au maître d'œuvre. Seul ce dernier pourra donner son accord à cette modification de programme sous couvert du maître d'œuvre.

L'accord du maître d'œuvre sera notifié par écrit et transmis à l'entrepreneur dans les meilleurs délais.

L'entrepreneur ne peut en aucun cas engager les travaux prévus par la modification de leur nature avant réception de l'avis favorable du maître d'œuvre.

Les consignes et ordres de service relatifs à la conduite du chantier seront donnés par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur rendra compte au maître d'ouvrage des difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux prescrits. Pour ce faire, il tiendra un **journal de chantier** dans lequel seront consignés chaque jour :

- Les prescriptions imposées en cours de chantier,
- Les observations réalisées en cours de chantier,
- Les incidents de chantier,
- Les remarques formulées par les propriétaires ou autres usagers de la rivière,
- Le rapport journalier de l'avancement des travaux, (personnel, travail réalisé ...)
- Les remarques (ou observations) formulées par le maître d'œuvre,
- Et toutes informations qu'il jugera utile.

Ce journal sera présenté au maître d'œuvre qui le visera régulièrement et remis au maître d'œuvre lors de la réception du chantier.

L'entrepreneur rendra compte au maître d'œuvre des difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux prescrits.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de modifier les travaux de sa propre initiative, ou sur proposition de l'entrepreneur, en fonction de la situation rencontrée.

1.6 Connaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé, pour l'exécution des travaux, avoir préalablement à la remise des offres :

- Pris pleinement connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux,
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages, s'être rendu compte de leur importance et de leurs particularités,
- Procédé à une visite détaillée du terrain et pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couches superficielles, venues d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, etc.).

Une visite sur site sera organisée avec le maître d'œuvre sur demande de l'entrepreneur, avant la remise des offres, du 2 au 19 juillet 2018, afin de bénéficier d'explications et de précisions afférentes à la teneur

des travaux et au déroulement du chantier. Pour ce faire, les candidats devront adresser le formulaire de contact pour l'organisation de la visite joint en annexe du règlement de consultation à la technicienne rivière Jade BOSCHÉ par mail à l'adresse j.bosche@smival.fr avant le 19 juillet 2018 à 12h00.

2 ARTICLE 2 : PRÉPARATION DU CHANTIER - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

2.1 Déclaration d'intention de commencement des travaux

La déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) devra être envoyée par l'entrepreneur à tous les services concernés, au moins dix jours avant l'ouverture du chantier.

De plus **une déclaration préalable d'avis d'ouverture d'un chantier forestier** devra être adressée à l'Unité départementale de la DIRECCTE de l'Ariège et de la Haute Garonne avant le début du chantier. Une copie de cette déclaration devra également être envoyée aux mairies concernées par les travaux. **La preuve de l'envoi de la déclaration devra être remise au maître d'œuvre avant le démarrage des travaux.**

Les travaux devront être commencés à la date indiquée sur la déclaration faute de quoi l'entrepreneur devra en avertir le maître d'œuvre et en cas de retard important, recommencer la procédure.

2.2 Réunion préalable à l'ouverture du chantier

Une réunion à l'ouverture du chantier se fera sous l'autorité du maître d'œuvre en présence de l'entrepreneur. Seront également invités à participer à cette réunion :

- Un représentant du maître d'ouvrage,
- Les maires des communes concernées,
- Les partenaires techniques et financiers,
- Les services chargés de la police de l'eau, MISE et AAPPMA,
- L'inspection du travail.

2.3 Exécution des travaux

Le maître d'œuvre se réserve le droit de modifier les limites des travaux de sa propre initiative ou sur proposition de l'entrepreneur, en fonction de la nature réelle des terrains rencontrés.

La cartographie des travaux à effectuer présentée en annexe du présent CCTP est fournie à titre indicatif et pourra être modifiée librement par le maître d'œuvre au cours de l'exécution du chantier afin de tenir compte de toutes les modifications qui pourraient être survenues entre la passation du marché et l'intervention de l'entrepreneur.

Les travaux seront exécutés de manière à ne pas nuire aux exploitations ou propriétés riveraines. Il appartiendra à l'entrepreneur et sous sa responsabilité, de s'entendre avec les riverains concernés pour assurer le bon déroulement de ses chantiers et la sécurité des abords.

L'entrepreneur sera responsable de tout dommage qui serait causé aux personnes, animaux et objets. Il aura à sa charge le déplacement éventuel des clôtures, leur remise en place et réfection, ainsi que la remise en état des terrains et chemins d'accès qu'il aura pu endommager.

2.4 Autorisations et obligations réglementaires

- Autorisations :

Les travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau du bassin versant de la Lèze sont déclarés d'intérêt général par arrêté interpréfectoral du 22 septembre 2014.

- Obligations réglementaires :

En application de la réglementation en vigueur, l'entrepreneur doit prendre contact avant le début des travaux avec les MISE et les Fédérations des AAPPMA de l'Ariège et de la Haute-Garonne.

En outre, il est tenu de prévenir par écrit, quinze jours au moins avant le début des travaux les MISE et les Fédérations des AAPPMA concernées de tout abaissement artificiel ou mise à sec d'une portion de cours d'eau (ou de canal) afin qu'il puisse être procédé à temps au sauvetage des poissons. L'entreprise sera tenue de se soumettre aux sujétions réglementaires que ce chantier lui imposera et ne pourra prétendre à aucune indemnité à ce sujet.

2.5 Prescriptions techniques générales

L'entrepreneur se conformera obligatoirement pour la préparation et l'exécution des travaux aux normes en vigueur. Il sera signalé avant l'exécution du marché, toute erreur ou omission relevée par lui, dans les pièces écrites. Passé ce délai, il ne pourra arguer d'aucune raison pour ne pas effectuer toute partie d'ouvrage nécessaire à la complète réalisation de l'opération.

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'arrêter sur le champ un chantier où les règles de sécurité de travail ne sont pas respectées. Dans ce cas, les travaux sont stoppés jusqu'à ce que l'entrepreneur mette le chantier en conformité avec les consignes de sécurité : l'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité ni délai d'exécution supplémentaire au-delà du délai contractuel indiqué dans le marché des travaux.

Les travaux seront effectués conformément aux indications :

- Du descriptif des travaux,
- Du présent CCTP,
- Du mémoire justificatif fourni par l'entreprise.

3 ARTICLE 3 - EXECUTION DES TRAVAUX

3.1 Responsabilités de l'entrepreneur et précaution à prendre

3.1.1 Accès au chantier, remise en état des lieux

Pendant les travaux, l'accès au chantier est interdit à toute personne non autorisée. Cette mesure doit être **signalée par l'entrepreneur à l'aide de panneaux**. Toutes dépenses supplémentaires occasionnées par le trafic de chantier telles que nettoyage, seront portées à la charge de l'entrepreneur.

Pour accéder au chantier, l'entrepreneur utilisera en priorité les chemins, passages busés et voies publiques existants, dans le cadre des règlements en vigueur.

L'entrepreneur s'engage à respecter les accès qui seront préconisés par le maître d'œuvre. Si l'entreprise désire emprunter d'autres accès, elle devra préalablement en aviser le maître d'œuvre. Aucun accès ne pourra être emprunté sans en avoir préalablement demandé l'autorisation auprès du propriétaire intéressé. Le cas échéant, de nouveaux accès au cours d'eau pourront être aménagés avec le plus grand soin et devront toujours se situer en retrait du haut des berges, afin de ne pas les fragiliser, ou en bordure de parcelle, afin de ne pas les endommager.

Les indemnités éventuelles pour dégâts aux propriétés ou les travaux de remise en état seront à la charge de l'entreprise.

L'entrepreneur assure le nettoyage quotidien nécessaire des salissures, terres et détritiques apportés sur la voirie publique.

Lors des travaux, les engins ne devront pas circuler en dehors des zones strictement nécessaires à leur exécution et définies à l'avance.

Les emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur pour les installations de chantier seront entièrement nettoyés dans un délai d'une semaine après l'achèvement des travaux sur le site.

3.1.2 Respect de l'environnement et prévention de la pollution

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions pour éviter de dégrader l'environnement et, plus particulièrement, la rivière et la nappe alluviale. Il veillera notamment à limiter au maximum les risques de pollutions de toutes natures vis-à-vis de l'eau, du sol, de l'air, ainsi que les nuisances sonores, dues à ses engins et à son matériel.

Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante (volume stocké augmenté de 10%). En cas de risque de pollution, l'entrepreneur, sur sa propre initiative, arrêtera immédiatement les travaux et informera aussitôt le maître d'œuvre et le service de l'Etat chargé de la police de l'eau.

Aucune opération de vidange, remplissage de carters, de réservoirs avec des produits pétroliers ou susceptibles de porter atteinte à l'environnement ne devra être réalisée en bordure de cours d'eau. Plus

particulièrement, **seront évitées les dégradations de berges lors du débardage**. De plus, il devra s'assurer qu'aucun dommage n'affecte le fond du lit de la rivière. **Aucun passage d'engin dans le lit n'est autorisé.**

L'entrepreneur devra prendre toute précaution pour maintenir à son minimum la pollution mécanique pour ne pas nuire à la valeur piscicole de la rivière.

Il est formellement interdit d'évacuer les déblais en les abandonnant au fil de l'eau.

Si les présentes conditions ne sont pas respectées, l'entrepreneur prendra à sa charge toutes les conséquences juridiques ou financières inhérentes à une éventuelle pollution accidentelle, quelles qu'en soient les causes.

Suivant la gravité de la pollution, le chantier sera arrêté et mis en régie aux torts exclusifs de l'entreprise.

3.1.3 Conservation des ouvrages existants

L'entrepreneur prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux ouvrages de toute sorte pendant l'exécution des travaux. Il ne pourra en aucun cas se prévaloir de la méconnaissance d'ouvrages ou de conduites enterrées pour présenter des réclamations en cas de dommages en cours de travaux. A cet effet, les récépissés de déclarations de travaux (DT) seront fournis au(x) titulaire(s) de chaque lot par le maître d'œuvre au plus tard 10 jours avant le démarrage des travaux.

Les opérations de dépose et repose des clôtures seront réalisées par l'entrepreneur, à sa charge, après sollicitation du propriétaire ou de l'exploitant concerné.

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour éviter tout accident ou toute fuite d'animaux.

L'entrepreneur devra appliquer les consignes de sécurité définies par le gestionnaire du réseau enterré et souterrain repéré dans les plans annexés aux récépissés de DICT réalisée par l'entreprise.

De même, l'incinération des produits de coupe est à proscrire à proximité de tous câbles ou toutes lignes et installations électriques.

3.2 Recommandations générales

3.2.1 Engins de chantier

L'évolution des engins dans le lit mineur de la rivière est soumise à autorisation du service de police de l'eau. L'utilisation de matériels lourds est exclue pour les opérations d'abattage d'arbres, d'élagage et de débroussaillage. Si les engins de chantier s'avéraient inadaptés, le maître d'œuvre pourrait refuser leur utilisation sans que l'entrepreneur puisse réclamer une plus-value ou une indemnité quelconque.

3.2.2 Lieux de dépôts

Les lieux de dépôts seront localisés sur les emprises désignées et délimitées par le maître d'œuvre et l'entrepreneur.

S'il est constaté la présence de résidus de carcasses métalliques, verres et autres produits non dégradables dans les cendres produites par l'écobuage des rémanents, l'entrepreneur aura à sa charge l'évacuation des produits vers une décharge contrôlée.

En fin de chantier et avant réception de travaux, les zones de dépôts devront être nettoyées et remises en forme et les déchets évacués en décharge.

3.2.3 Régime des cours d'eau et crues

L'entrepreneur ne devra en aucun cas gêner l'écoulement naturel des eaux dans le lit de la rivière ou de ses affluents.

Il restera responsable des accidents ou dommages de toute nature qui pourraient être causés par suite d'un brusque changement du régime des eaux provoqué par les travaux durant leur réalisation. En particulier s'il met en place des ouvrages provisoires, il devra en assurer la surveillance, l'entretien et le nettoyage permanent ou le démontage si la surveillance doit être interrompue.

L'entrepreneur assumera, outre les responsabilités légales, la charge totale des risques de crues pour toute installation, partie d'ouvrage exécuté, déplacement de stères, de billes de bois, d'arbres non tranchés et de tas de rémanents durant la période des travaux dont il a fait part dans son planning des travaux.

Cette disposition générale n'étant pas valable :

- Pour les stères de bois, billes et tas de rémanents installés sur les zones prévues pendant l'exécution des travaux et dans le respect des dispositions prévues par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ;
- Pour les stères de bois et billes qui devaient faire l'objet d'extraction dans un délai fixé par l'autorisation de passage, qu'il s'agisse de propriétaires riverains ou de la structure devant récupérer le bois ;
- Pour les bois et laisses de crues et embâcles, s'étant reformés à partir de produits ne provenant pas de la zone du chantier réalisé par l'entrepreneur ;
- Pour le bois qui dans les zones où toute mécanisation est impossible à des coûts abordables, a dû être laissé sur place, débité en longueur définie par le maître d'œuvre.

3.2.4 Conduite des travaux

L'entrepreneur sera tenu d'affecter à la direction exclusive des travaux, un conducteur parfaitement qualifié. Il devra procéder au remplacement de ce conducteur dans le cas où les compétences de celui-ci se révéleraient insuffisantes.

L'entrepreneur donnera aussi la composition de l'équipe permanente chargée de la réalisation des travaux, en précisant leur nom et leur qualification.

3.2.5 Réunions de chantier

L'entrepreneur devra assister à toutes les réunions de chantier auxquelles il sera convié par le maître d'œuvre. **Dans la mesure du possible, une visite de chantier par le maître d'œuvre aura lieu chaque jour.**

3.2.6 Sens d'exécution des travaux et rétention des déchets

Les travaux seront exécutés dans l'ordre prescrit par le maître d'œuvre.

Sur chaque secteur d'intervention, il est fortement recommandé de **réaliser journallement les travaux de l'amont vers l'aval**, de telle sorte que les débris végétaux ou autres qui échapperaient aux machines et aux ouvriers puissent être récupérés en aval.

Il devra en tout état de cause récupérer les déchets et détritiques de toute nature, flottants ou semi-flottants qui se trouveraient dans l'eau ou tomberaient dans celle-ci à l'occasion des travaux.

3.2.7 Contraintes particulières d'exécution des travaux

Le broyage des rémanents sera employé, le brûlage est interdit.

L'entrepreneur devra prendre soin de respecter les fossés et les ouvrages rencontrés sur les propriétés particulières ou, à défaut, de les rétablir après l'achèvement des travaux.

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir de la méconnaissance d'ouvrages (barrages, digues, chaussées...) ou de conduites enterrées pour présenter des réclamations en cas d'avaries en cours de travaux. Il devra d'ailleurs prévenir en temps utile les administrations, les compagnies concessionnaires ou les propriétaires des ouvrages dont la conservation pourrait être intéressée par l'exécution des travaux.

D'une manière générale, l'entrepreneur sera redevable aux riverains de tout préjudice qu'ils auraient à subir du fait de son intervention en cours de travaux.

Au niveau des ponts et des passerelles et autres ouvrages de génie civil, les travaux ne devront être entrepris qu'après accord de la personne responsable de la voirie supportée par le pont (Conseil Départemental pour les routes départementales, Mairies pour les routes et chemins communaux ou ruraux, propriétaires pour les ponts privés).

A cet effet, l'entrepreneur se chargera de prévenir au moins quinze jours à l'avance, la personne responsable afin d'obtenir son accord écrit. Dans l'attente de cet accord, les travaux seront suspendus au niveau de l'emprise de l'ouvrage considéré (ex : digue ou pont).

Par ailleurs, l'entrepreneur s'interdit de procéder dans le périmètre du chantier à des travaux de défrichage, de débroussaillage, de dessouchage, d'abattage, de terrassement demandés ou rétribués par des particuliers ou des riverains.

En cas d'infraction à cette clause, le marché pourra être réalisé aux frais de l'entreprise. Par contre, il pourra effectuer des travaux hors du périmètre du chantier seulement quand les travaux sur le tronçon concerné seront réceptionnés.

3.2.8 Hygiène et sécurité sur le chantier

L'entrepreneur est tenu de respecter la législation du travail concernant les consignes générales d'hygiène et de sécurité sur le chantier.

L'entrepreneur prendra également toutes les dispositions de sécurité nécessaires vis à vis des produits dangereux stockés sur le chantier (contrôle de l'accès, prévention des incendies, information du personnel, etc.).

L'entrepreneur prévoira toutes les mesures de prévention et de sauvetage correspondant aux travaux induisant un risque potentiel de noyade.

Les équipements de protection individuelle sont obligatoires.

La conformité aux règles de l'art de l'installation et du fonctionnement des treuils de débardages et de l'accrochage des charges est obligatoire.

Le personnel de l'entreprise appliquera les consignes de sécurité. Le coordonnateur et les chefs d'équipe de l'entreprise seront responsables de leur application en permanence et devront rendre compte au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre se réserve la possibilité de demander l'intervention de l'inspection du travail à tout moment.

Tout manquement à ces règles pourra être sanctionné par une exclusion, voire la résiliation du marché aux torts de l'entreprise.

3.2.9 Relations avec les propriétaires et exploitants riverains

Il est rappelé à l'entreprise que **la discussion et la concertation avec les propriétaires et exploitants sont à privilégier**. Dans ses relations avec les riverains, l'entrepreneur peut se référer à l'arrêté préfectoral déclarant les travaux d'intérêt général. Au besoin, l'entrepreneur pourra également se référer à l'article L215-19 du Code de l'Environnement qui autorise le passage de l'entreprise pour l'exécution des travaux de restauration et d'entretien de la rivière.

3.3 Modalités d'exécution des travaux

L'emprise des travaux de gestion de la végétation comprend, sauf mentions contraires :

- Le lit mineur,
- Les berges (dans leur totalité) de part et d'autre du lit mineur,
- Les accès et aires de dépôt, de stockage ou d'élimination.

Seront considérés par ailleurs comme faisant partie de l'emprise :

- Tous arbres, taillis menaçants quelle que soit leur position sur la berge,
- Les zones d'expansion des crues de part et d'autre du lit mineur, le lit majeur, les bras de décharge encombrés par la végétation et/ou des embâcles à réouvrir.

3.3.1 Traitement de la végétation des berges

3.3.1.1 Le traitement de la végétation des berges vise plusieurs objectifs :

- Assurer l'écoulement des eaux en préservant le lit de l'envahissement par la végétation et du risque d'encombrement par le déchaussement d'arbres fragilisés ou morts,
- Assurer la stabilité des berges et du lit en préservant les risques de dégradation des berges par déchaussement d'arbres et en veillant à maintenir ou favoriser une végétation adaptée (système racinaire fixateur),
- Maintenir ou améliorer les fonctions biologique et paysagère de la végétation :
 - en conservant ou en améliorant la diversité des essences, des strates et des âges,
 - en favorisant les espèces intéressantes pour la faune et le paysage,

- en veillant aux équilibres entre le milieu aquatique (lit) et le milieu terrestre (berges) : recherche d'une diversité entre des zones ombragées et ensoleillées, contrôle du développement de la végétation aquatique par la végétation ligneuse, etc.

3.3.1.2 Les travaux de traitement de la végétation des berges comprennent :

- **La coupe des arbres et l'élagage des branches** qui menacent de tomber dans le lit ou qui gênent l'écoulement des eaux (sont compris les arbres qui poussent dans le lit),
- **Le dégagement des jeunes plants**, issus de régénération naturelle (renouvellement de la végétation des berges),
- **L'enlèvement des embâcles**,
- **L'exploitation des arbres et l'élimination des rémanents végétaux** selon les prescriptions au paragraphe 3-3-1-4,
- **L'élimination des déchets de toute nature** (souches, domestiques, gravats,...) situés sur les berges et dans le lit avec mise en décharge dans un lieu approprié, agréé par le maître d'œuvre,
- **L'enlèvement des fûts, billes de bois et branchages qui ne seraient pas issus des travaux d'entretien et/ou de restauration objet du présent marché**, sauf mention contraire par le maître d'œuvre.

La végétation devant faire l'objet de travaux pourra être marquée par le maître d'œuvre, afin de signaler à l'entrepreneur la teneur des travaux à exécuter. Le marquage sera effectué au fur et à mesure de l'avancement de l'entreprise, afin de tenir compte des éventuelles évolutions de la végétation des berges, notamment après des épisodes orageux ou une modification du régime du cours d'eau. Ce marquage ne sera pas systématique, et la consistance des travaux devra être appréciée par l'entrepreneur afin de répondre aux objectifs visés au 3-3-1-1.

3.3.1.3 Pour l'exécution des travaux de traitement de la végétation

La conservation maximum de la végétation autochtone adaptée est recommandée (Frênes, Erables, Saules, Aulnes, Noyers, Sureaux noir, Aubépine, Charme commun, Chênes, etc...).

En effet, sur les rives, elle joue un rôle primordial dans la protection contre l'érosion : la végétation contribuant à la stabilité des berges, en particulier sur les rives concaves, sera systématiquement maintenue en place.

Les sujets à enlever et les embâcles à extraire du lit seront définis au cours des visites de reconnaissance, et pourront être préalablement marqués à la peinture par le maître d'œuvre. **Le traitement de la végétation s'appuiera sur le marquage préalablement réalisé par le maître d'œuvre et sur les règles d'intervention stipulées au paragraphe 1.2 Consistance des travaux.** Si l'entrepreneur jugeait qu'une ou plusieurs opérations de coupes supplémentaires s'avéraient nécessaires en cours d'exécution du chantier, l'accord du maître d'œuvre devrait être sollicité avant toute intervention.

L'entretien est sélectif et sauf prescriptions particulières, ne doit jamais conduire à une coupe à blanc de l'emprise, il ne concerne que les arbres gênant le libre écoulement des eaux, ne contribuant pas à la stabilité des berges, ou ceux présentant un caractère à risque de basculement ou un état sanitaire irrémédiable. **Les souches seront conservées**, sauf exception stipulée par le maître d'œuvre.

Une fois l'entreprise sélectionnée, la reconnaissance du chantier permettra d'expliquer pratiquement sur site le CCTP aux bûcherons pour qu'ils comprennent les objectifs du travail, les méthodes à employer secteur par secteur et le but à atteindre.

Par la suite une surveillance étroite du chantier par le maître d'œuvre permettra de rectifier, si nécessaire, les techniques employées par l'entreprise.

* L'exécution des travaux de coupe de la végétation se fera à partir du pied de la berge ou depuis le lit du cours d'eau (usage d'une embarcation), de façon à bien apprécier la nature des opérations.

* Le traitement effectué sera sélectif dans tous les cas et permettra une sélection des sujets en préservant non seulement toutes les classes d'âge mais également d'espèces. **Le marquage des sujets à traiter pourra être effectué par le maître d'œuvre lors de visites préalables avec l'entrepreneur.**

Pour celui-ci, le choix des arbres à abattre se fera en fonction des objectifs définis ci-dessus.

Les prescriptions techniques d'abattage sont les suivantes :

- Les coupes d'abattage seront franches et effectuées au niveau du sol, parallèlement à la pente,
- Les souches seront arasées,
- Les abattages seront réalisés dans les règles de l'art. On évitera d'éclater les souches des arbres de berge qui doivent pouvoir continuer à vivre et émettre des rejets. Pour ce faire, on procédera donc, soit à une coupe en deux temps, soit à une coupe en mortaise.

Une protection efficace de la berge par la végétation est obtenue lorsqu'on dispose après aménagement d'un arbre ou d'une cépée adulte tous les 5 mètres. L'idéal serait d'obtenir, pour 100 mètres de berge, 6 ou 7 sujets adultes, 8 à 10 baliveaux (arbres de 15 à 30 ans), 12 à 14 jeunes sujets, alternés entre les 3 catégories.

* La végétation arbustive et buissonnante sera également traitée sélectivement. Ce traitement de la végétation s'appuiera sur le marquage réalisé par le maître d'œuvre. En aucun cas, il ne sera procédé à un défrichement systématique, l'objectif étant de préserver les buissons et jeunes sujets qui jouent un grand rôle dans la ripisylve et ne font pas obstacle aux écoulements.

Pour la végétation arborescente, les coupes d'élagueage seront franches et effectuées le plus près possible du tronc. Seront élaguées les branches basses et ramifications susceptibles de constituer un obstacle à l'écoulement en hautes eaux.

Les coupes d'élagueage seront nettes et franches et effectuées dans les règles de l'art, nécessaires à la restauration et à la mise en forme de l'arbre. **En aucun cas, l'épareuse ne sera utilisée pour élaguer les arbres.**

Il est rappelé qu'il sera préférable d'éviter :

- De supprimer de trop grosses branches, en particulier sur des arbres âgés ou de peu de vigueur, l'idéal étant de ne pas couper de branches d'un diamètre supérieur à 10 cm,
- De vouloir trop relever la couronne d'un arbre, ceci provoquant l'apparition de touffes de gourmands autour des coupes.

Les arbres seront coupés au ras du sol et le plus bas possible, le trait de sciage étant parallèle à la berge.

Les arbres et cépées vieillissantes, en bordure de rives, feront l'objet d'un recépage total ou sélectif en conservant les tiges les plus saines, les plus droites et les plus vigoureuses. Les arbres et brins recépés seront dans tous les cas coupés au ras du sol.

Cette technique consiste à couper les cépées les plus âgées. En effet, elles ne se couchent plus sous la crue et réduisent fortement les sections d'écoulement.

L'emploi de produits phytosanitaires est proscrit.

Les engins utilisés pour ces travaux devront évoluer depuis le haut de berge. Ils pourront être à pneus ou à chenilles équipés de treuils ou de levage.

Il est rappelé que l'abattage concernera :

- Les arbres formant obstacles à l'écoulement des eaux, situés dans le bas de la berge ;
- Les arbres menaçant de déstabiliser la berge :
 - pour faciliter le déroulement du chantier, il peut être prescrit d'abattre automatiquement les arbres dont le fût fait un angle inférieur à 45° avec l'horizontale,
 - le marquage n'intervient alors que pour les arbres dont le bon équilibre est plus difficile à apprécier et qui peut varier énormément en fonction de l'espèce. Par exemple, un chêne, un merisier, un tilleul ou un peuplier seront plus facilement déstabilisés qu'un aulne ou un saule ;
- Les arbres morts ou dépérissants :
 - cependant, cet abattage ne sera pas systématique, en haut de talus, pour les arbres situés à une distance suffisante pour ne pas risquer de basculer dans la rivière, on se contentera de faire une coupe à deux mètres de hauteur environ,
 - le but de cette restriction est de sauvegarder des gîtes pour les espèces d'intérêt écologique
- Les arbres marqués ayant poussé dans le lit de la rivière ;
- Les arbres constituant un obstacle à l'exécution mécanique des terrassements aux endroits où ceux ci seraient prévus, et/ou aux accès à la rivière.

3.3.1.4 Exploitation des arbres et élimination des rémanents végétaux

Les souches, houppiers, produits de débroussaillage et bois d'un diamètre inférieur à 10 cm, ne présentant aucune valeur marchande, seront broyés ou évacués en déchetterie.

En aucun cas, les rémanents ne seront enfouis sans l'accord du maître d'œuvre.

Le bois d'un diamètre supérieur à 10 cm sera coupé en grandes longueurs (1,50 à 2 mètres) sauf mention contraire du maître d'œuvre, et disposés en haut de berge, sauf en cas d'évacuation du bois, dans ce cas l'entreprise choisira la taille de coupe qui lui conviendra.

L'entreprise laissera le bois prioritairement en bord de route sur les terrains signalés par le maître d'œuvre.

Les déchets de coupe seront rassemblés et éliminés comme décrit précédemment. Il ne devra subsister sur la berge et la rive aucun déchet quel qu'il soit.

Exceptionnellement et à la demande expresse du propriétaire, l'entrepreneur pourra laisser un arbre entier ou ébranché sur place mais devra le signaler au maître d'œuvre.

3.3.2 Gestion des embâcles et des déchets

Les embâcles obstruant partiellement ou totalement le lit de la rivière concernent aussi bien les arbres que les déchets de toute nature. L'entrepreneur devra procéder à l'enlèvement de tous les embâcles désignés comme tels par le maître d'œuvre.

Le traitement des embâcles comprend les coupes, l'extraction des matériaux, le broyage ou l'évacuation des bois et des déchets provenant des travaux. Il est destiné à limiter leur influence quand l'eau contourne l'obstacle et affouille la berge ou quand l'obstacle peut être la cause de débordement de la rivière.

L'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires pour limiter au maximum la dérive des produits constitutifs de l'embâcle.

Les produits seront ensuite broyés ou évacués (déchetterie...).

Par mesure de sécurité, l'entrepreneur ne peut en aucun cas brûler sur place un embâcle sans l'avoir préalablement remanié.

L'entreprise procédera à l'enlèvement des déchets (plastique, métaux, pneu, électroménager, encombrants,...) et procédera à leur évacuation en déchetterie conformément à la réglementation, aux frais du prestataire.

3.3.1 Evacuation et valorisation du bois

Sur les parcelles où le propriétaire riverain a indiqué qu'il ne souhaitait pas conserver le bois issu des travaux ou si le propriétaire n'a pas retourné la convention de travaux, l'entreprise aura à sa charge l'évacuation du bois (arbre, souche, chablis, embâcle...). A cet effet, une cartographie précise sera remise à l'entreprise avant le commencement des travaux afin de faciliter la gestion du bois et son évacuation ou son dépôt en berge à destination du propriétaire.

Le stockage du bois devra être effectué hors des zones inondables. Pour ce qui est de l'évacuation du bois, l'entrepreneur devra mettre en place un circuit de valorisation du bois (papeterie, plaquette forestière, bois de chauffage...). **Les branches d'un diamètre de moins de 10 cm seront broyées** (cf 3.3.1.4). Les fûts et billes de bois issus de précédents travaux demeurant en berge devront être enlevés par l'entreprise, sans frais supplémentaire.

L'entreprise se chargera de remettre en état les terrains ayant servi de stockage provisoire pour l'évacuation.

4 ARTICLE 4 - CLOTURE DES TRAVAUX

4.1 Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur est responsable de la bonne conservation des ouvrages réalisés dans la rivière ou sur ses rives. Pendant toute la durée du marché, l'entrepreneur sera responsable de l'entretien du chantier et se tiendra à la disposition du maître d'ouvrage pour effectuer des interventions ponctuelles d'entretien :

- Extraction d'arbres arrachés par le vent,
- Désencombrement des ponts et des seuils.

L'entrepreneur est déchargé de sa responsabilité pour tout événement dont le rapport avec la mauvaise exécution des travaux n'est pas démontré (vice caché). Cette décharge ne concerne pas le droit des tiers.

4.2 Nettoyage du chantier

Au fur et à mesure des travaux, l'entrepreneur devra procéder à ses frais au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition pour l'exécution des travaux.

Il procédera également, en fin de travaux, à un nettoyage général des chantiers, de façon à livrer les routes, les chemins et leurs abords en parfait état de propreté. Faute par lui de respecter ses obligations, le maître d'ouvrage y procédera d'office et le montant des travaux qu'il aura engagé de ce fait sera retenu sur les décomptes.

4.3 Réception du chantier

L'entrepreneur doit aviser le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés et lui remettre le journal du chantier.

Le maître d'œuvre a alors 20 jours ouvrables après la fin des travaux pour procéder aux opérations préalables à la réception (constatations éventuelles d'imperfections ou malfaçons ou de l'inexactitude des prestations prévues au marché, constatation de la remise en état des terrains et des lieux ...).

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal signé par le maître d'œuvre et par l'entrepreneur figurant d'éventuelles réserves. Les réserves seront levées après constat contradictoire du maître d'œuvre et de l'entrepreneur. Le projet de réception par le maître d'ouvrage pourra alors être établi.

Lu et accepté par l'entrepreneur

Le

A